

Les syndics et la syndiculture dans la chatellenie¹ de Martigny.

Plus d'un siècle s'est écoulé, depuis que nos derniers syndics ont déposé leurs fonctions. Ces modestes magistrats populaires, que près de six siècles de vie communale paisible ou tourmentée avaient pour ainsi dire ancrés dans la vie civile du pays, n'ont pu trouver grâce devant les exigences nouvelles amenées par la chute de l'ancien régime. Cette disparition se dessinait déjà dans la situation qui leur était faite au déclin du XVIII^e siècle. Après avoir durant de longues années incarné toutes les aspirations populaires et combattu souvent au premier rang pour la conquête des libertés communales, ils avaient dû peu à peu céder une partie de leurs compétences aux jurés, passant lentement au second plan, pour arriver enfin à n'être plus, aux derniers jours de leur existence, que de modestes subalternes, presque au dernier rang de la hiérarchie communale. Au début du XIX^e siècle, leurs fonctions équivalaient à celles de conducteurs des travaux de la commune.

C'est à ces magistrats et à leurs fonctions que nous allons consacrer ces lignes.

* * *

Martigny, l'une des principales communes du Valais épiscopal, avait dès le début du XIV^e siècle des franchises communales qui permettaient à ses habitants de se donner des magistrats de leur choix pour la conduite des affaires de la communauté, excepté la haute-justice qui demeurait du ressort de l'évêque, prince temporel du lieu, représenté par le châtelain ou le vidomne. Ces magistrats communaux sont les syndics. Tout homme libre, bourgeois de la communauté, était éligible. La fonction syndicale était annuelle et renouvelable généralement vers les fêtes de Noël.

Etendue et divisions de la communauté.

Au moment où paraissent ses premiers syndics, la Communauté de Martigny était composée des villages ou agglomérations suivants : Le Bourg, la

Toute la documentation de ce travail provient des Archives Bourgeoises et des Archives mixtes de Martigny. Nous avons aussi employé le Vol I de : *Constitution et lois de la République du Valais*, Sion, Advocat, 1806.

Ville, les Râppes, le Broccard, la Fontaine, le Fays et Ravoire. Dans la suite les villages de Vison et de la Traversaz (Charrat) entrèrent dans le giron communal par un petit traité conclu en 1324.

Au XV^e siècle, sans cependant qu'on puisse préciser la date, l'agglomération des Jeurs, vint à son tour renforcer le ménage communal et étendre son territoire jusqu'aux confins de la Savoie.

Jusqu'aux premières années du XV^e siècle, on trouve un certain nombre de ressortissants d'Alesses et du Rosel, villages situés hors des limites territoriales de la châtellenie, fréquemment mêlés aux affaires de Martigny. Cela provient d'une assez singulière situation politique de ces deux petites communautés. Alesses faisait partie de la paroisse de Martigny, tout en étant régi par le droit coutumier de St-Maurice. De l'autre côté de la vallée, le village d'Ottan qui était de la paroisse de St-Maurice, était soumis politiquement à la Châtellenie de Martigny. Cet état de choses dura jusqu'à 1431, où une ordonnance du Duc de Savoie, Amédée VIII, rattacha Alesses à St-Maurice pour le tout et Ottan à Martigny. Ce dernier village, à partir de son rattachement à Martigny, fit partie du quartier de Bâtiarz-Ravoire. On est moins bien fixé pour ce qui concerne le Rosel. Tout ce que l'on sait, c'est qu'au début du XV^e siècle, ses hommes n'avaient plus d'attaches avec l'ancienne communauté.

C'est en 1310 que nous trouvons la première mention des syndics, dans un acte au sujet des barrières de la Dranse. Ils sont alors au nombre de six. Pour connaître le mode de distribution des quartiers, il faut descendre à 1324, où une transaction passée au Glarier sous Charrat, nous apprend que les quartiers sont distribués comme suit : le Bourg, la Ville, Ravoire (*Reveyrii*), la Fontaine, Le Fays (Fey), les Râppes et le Brocard (*Borquare*). Ces localités sont expressément désignées « les six villages de Martigny » (*sex villariorum*). Les deux hameaux de Charrat (Vison et la Traversaz), en contractant avec Martigny, déclarent se soumettre aux charges communes et entrent par le fait dans la communauté en portant à sept le nombre des quartiers.

Ces effectifs n'ont guère varié dans la suite. Ravoire-Bâtiarz-Ottan, en tant que quartier unique, n'a jamais eu plus d'un syndic, seulement la fonction étant distribuée alternativement entre les trois hameaux, il est arrivé que les syndics furent dits d'Ottan, etc., sans que pour autant il y en eut plusieurs pour le quartier. Les seuls cas que nous connaissions de la dualité des syndics pour Ravoire-Ottan, se rapportent à 1520 et à la fin du XVIII^e siècle, où Ottan se trouve désigné comme demi-quartier de Ravoire. Il arriva aussi que Charrat fit momentanément corps avec ce quartier pour un seul syndic.

Aux XVII^e et XVIII^e siècles, la Combe de Martigny était divisée en deux demi-quartiers. Le Borgeaud, le Broccard et les Râppes, formaient la Combe inférieure. Le Fays, la Fontaine, le Cergneux, Trient et les Jeurs, la Combe supérieure ; ainsi quand on trouve des syndics dits de Trient ou des Jeurs, doit-on entendre qu'il s'agit uniquement de gens de ces deux hameaux faisant leur tour de syndiculture dans leur demi-quartier et rien de plus. Le Vivier,

depuis qu'il commence à être mentionné au XVI^e siècle, a toujours fait partie du Bourg. En 1647, le quartier de Charrat ayant élevé des prétentions sur la possession du Vivier, en fut débouté par un arbitrage du Grand Châtelain Gaspard Stockalper. Plus tard, au XIX^e siècle, le Guerset jusqu'alors rattaché au Bourg, demanda et obtint d'être réuni à la Ville.

Des origines de la communauté divisée en quartiers, à sa dissolution au XIX^e siècle en vue de former des communes indépendantes, le Bourg paraît toujours en tête de liste, avec une préséance que lui valut toujours sa qualité de siège de l'autorité supérieure, son commerce et la place prépondérante qu'il avait su acquérir au sein de la bourgeoisie. Ce fut la source de bien des chicanes intestines dont nous n'avons pas à nous occuper ici. On verra cependant les syndics du Bourg réclamer cette préséance aux dernières années de la fonction et à une des heures les plus douloureuses de notre histoire.

Variation du nombre des syndics.

A l'origine, ainsi qu'on a pu le voir par l'acte de 1324, il n'y eut pas plus d'un syndic par quartier, et, avec l'accession de Charrat, le collège syndical se trouva porté à sept membres, effectif qu'il paraît avoir conservé assez longtemps.

Dans les chartes, le nombre des syndics n'est pas toujours indiqué. Voici pourquoi. Quand certains quartiers étaient plus intéressés que d'autres à certaines affaires, seuls leurs syndics paraissaient en corps, les autres quartiers réunis n'y envoyant qu'un ou deux délégués. Comme type de cette manière de procéder, citons une charte de 1502, entre les quartiers de plaine et Octan au sujet des barrières de la Dranse : seuls les syndics du Bourg et de la Ville sont présents parce que directement intéressés.

Peu à peu, la population augmentant avec l'extension des limites de la commune et un assez fort afflux immigratif, le nombre des syndics du Bourg et de la Ville fut doublé, mais il n'y eut pas de modifications dans les autres quartiers. Dès cette date (vers 1400) le corps syndical porté à neuf membres, n'a plus subi de modifications considérables.

Voici un court aperçu des variations de nombre :

1310 : six.

1335 : sept.

1408 : neuf, dont deux pour Charrat, un pour la Ville, un au Broccard, deux aux Râppes et un à Ravoire, parties cédantes (il s'agit d'un accord entre quartiers), deux au Bourg, partie acquérante. La priorité de Charrat sur la Ville à cette occasion, s'explique par la cession d'un tour de syndiculture, fait qui se rencontre quelques fois, sans que cependant on connaisse le motif de la cession.

1411 : huit.

1423 : neuf, savoir : Bourg, 2 ; Ville, 2 ; Charrat, 1 ; Fays, 1 ; Broccard, 1 ; Râppes, 1 ; Ravoire, 1.

1439 : dix.

1458 : huit.

1506 : neuf.

1535 : huit.

Ces variations d'effectif, continuent jusqu'à 1766. A cette date des discussions s'étant élevées à ce sujet, et tournant un peu au tragique, elles motivèrent un arrêt de l'évêque Ambüel, expédié le 30 décembre, par lequel le collège syndical était fixé à huit membres. Depuis cette date jusqu'à la suppression de la fonction, il n'y eut plus de variations d'effectifs.

A plusieurs reprises des chicanes avaient éclaté lors de l'élection des syndics qui avait lieu en même temps que celle des garde-champêtres. En 1593, l'une de ces contestations soulevées par le notaire Jean Pâris, ancien procureur de la bourgeoisie, qui prétendait à la syndicature contre les candidats présentés et élus par l'assemblée générale, amena une plainte au tribunal épiscopal. Celui-ci, sans rien motiver quant à l'élection, condamna le pauvre candidat aux frais de la cause. Comme quoi les recours électoraux ne sont pas d'aujourd'hui !

Primitivement, le collège syndical était choisi dans le sein de la bourgeoisie, mais en 1590, par suite de l'accroissement continu de la population non bourgeoise, et pour faire taire les réclamations de celle-ci au sujet de la participation aux affaires communales, le Bourg, et peut-être aussi les autres quartiers, se virent dans la nécessité de leur accorder un syndic sur deux. Cet usage qui prévalut dans la suite, amena dans le corps syndical une minorité non bourgeoise assez forte déjà en 1660-64 avec l'appui des nombreux habitants, pour soutenir un long procès contre la bourgeoisie, qui ne fut cependant pas frustrée de ses droits ni de ses antiques privilèges. A cette époque, le Bourg eut même à certain moment deux syndics non bourgeois, mais il se rattrapait en s'attribuant les jurés et surtout toutes les autorités supérieures !

Autorité et compétences des syndics.

Ces magistrats populaires étaient élus par l'assemblée générale des bourgeois, réunis au son de la cloche sur le cimetière ou sur la charrière publique. Tout homme libre et membre de la communauté était éligible. Depuis un temps assez reculé chaque nouveau bourgeois était tenu de remplir cette fonction l'année qui suivait son aggrégation. Leur fonction était annuelle. Le châtelain ou le vidomne présidaient à leurs délibérations selon le temps de l'année. Ils paraissent seuls au début de leur institution, mais bientôt on les voit accompagnés de tout un cortège de conseillers (2-3 par quartier). Cela laisse supposer que chaque quartier de la communauté avait une sorte de petit conseil chargé de soutenir les syndics dans leurs fonctions. Peut-être ces conseillers étaient-ils des syndics sortant de charge et gardant par la volonté de l'assemblée générale le pouvoir de surveiller les nouveaux et de les assister de leur expérience ? L'assistance des conseillers est fréquente

jusqu'au milieu du XV^e siècle ; dès lors, ce sont les jurés qui commencent à paraître. Peut-être n'y eut-il que le nom de changé.

En l'absence d'un coutumier plus ancien que celui de 1750, nous devons chercher dans les chartes les traces de l'activité syndicale durant le moyen-âge et la Renaissance. Les voici :

1. Veiller à la conservation des us et coutumes ainsi qu'à l'intangibilité des franchises.
2. Police intérieure : boulangers, boucherie bourgeoise, tavernes et autres professions, surveillance des gardes ruraux, des étrangers et tous autres non-bourgeois, épizooties, surveillance des forêts à ban et des coupes permises.
3. Surveillance de la souste et de la partisson, foires et marchés, licences de commerce aux marchands et lombards.
4. Réception des nouveaux bourgeois, habitants et tolérés.
5. Récupération des maxes, tailles et censes de la communauté.
6. Construction et entretien des barrières de la Dranse et du Rhône, des ponts qui ne sont pas du ressort de l'évêque, meunières et torrents secondaires.
7. Achats et ventes, viancements ruraux, de la communauté, entretien des bâtiments publics, tels que l'église, le prieuré, la souste, l'hôpital, le moulin et le four banal, etc.
8. Renouvellement des reconnaissances diverses.
9. Tractations avec les autorités supérieures, les seigneurs et les communautés voisines, etc., etc.

Les reconnaissances particulières de quartiers, à caractère féodal, étaient faites par les syndics des quartiers respectifs avec le concours de leurs hommes.

En règle générale, quand il s'agissait d'affaires très importantes, les syndics n'agissaient pas seuls, ni même accompagnés des conseillers, mais avec des procureurs *ad hoc*, nommés par l'assemblée générale. En fait, la procuration générale était souvent conférée à des syndics, surtout si ces derniers exerçaient le tabellionnat, mais malgré cela, il y avait toujours avec eux une personne étrangère au corps syndical. Comme on le voit, mainte restriction était apportée à l'exercice individuel de la fonction. Toutes les procurations générales du moyen-âge sont sanctionnées par le vidomne ou le châtelain.

Les notaires sont relativement nombreux dans les collèges syndicaux qui se sont succédés dans la châtelainie et ce sont presque toujours des hommes de grande valeur, à juger d'après leur activité professionnelle. Au XIV^e siècle, on trouve particulièrement ce Jean Bettex, notaire impérial si occupé qu'il fait écrire ses nombreuses chartes par des scribes et mentionne au bas d'icelles qu'il fait ainsi parce qu'il est trop occupé à d'autres affaires !

Il faudrait citer aussi ces Jean Colon, Jean et Perrod Gottrat, tous notaires impériaux et dans le siècle suivant leurs émules les de Joria, Jean de Prato et Antoine de Lit qu'on rencontre à chaque pas dans notre histoire locale. Les

vidomnes eux-mêmes ne dédaignaient pas de faire leur tour de syndicature, tel ce Nanthelme de Martigny, juriste distingué qui rendit à sa communauté d'éminents services durant toute une moitié du XIV^e siècle.

Il y eut cependant une classe de gens à qui l'humble fonction syndicale demeura presque toujours interdite. les lombards, ces usuriers du moyen-âge. Telle était l'aversion qu'ils inspiraient que le nombre de ceux qui y arrivèrent est bien petit en comparaison de ceux qui trafiquèrent dans la châtellenie.

* * *

Les syndics n'ont pas été que les conducteurs du peuple dans les affaires administratives, souvent ils se sont trouvés entraînés dans le tourbillon de la politique. A ces moments-là ils ont incarné les aspirations libertaires de tout un peuple. C'est sur eux que souvent tomba le courroux des grands et des oppresseurs irrités de la fière contenance et de l'indomptable ténacité de ces hommes issus en partie de la glèbe et de l'artisanat.

Les syndics avaient souvent de grandes qualités personnelles, souvent aussi ils ont montré une constance et une énergie qui forcent notre admiration, mais ils n'étaient ni des surhommes ni des saints tant s'en faut. Chez eux comme chez beaucoup d'autres, l'héroïsme côtoie l'humaine faiblesse et, plus d'une fois, aveuglés par leur amour excessif de la communauté qu'ils administraient, ils ont commis de criantes injustices en cherchant à étendre les biens et augmenter les privilèges de leur petite patrie. On peut leur reprocher de l'opportunisme et de l'égoïsme quand marchant la main dans la main avec les nobles de l'endroit suivant la nécessité du moment comme en 1335, ils se retournaient ensuite contre eux dès que la voix de l'intérêt le leur dictait. Cette conduite dure et combattive trouve une excuse dans la rudesse des mœurs du temps et aussi dans le fait que le souvenir des luttes récentes les portait à une méfiance instinctive pour le présent et pour l'avenir. Tout ce qui de près ou de loin leur semblait attenter aux libertés et aux privilèges si péniblement acquis leur portait ombrage.

Le déclin.

Jusqu'au XVI^e siècle, les syndics ont virtuellement gouverné la commune. Bien qu'ils aient eu au-dessus d'eux l'assemblée générale et qu'ils aient dû tenir compte des avis des conseillers, en fait c'était sur eux que reposait l'édifice communal, ce sont eux qui avaient le poids des affaires, et c'est sur eux que planait le péril aux heures de trouble. Dès le premier tiers du XVI^e siècle, la scène change ; peu sensiblement d'abord, avec des retours vers les anciens usages, puis plus rapidement, au point que l'on peut dire que chaque décade accuse le déclin. Le temps est celui des gouvernements oligarchiques et Martigny, comme beaucoup d'autres localités plus importantes, n'échappe pas à cette tendance. A partir de 1541, on voit les affaires les plus importantes échapper à la compétence des syndics pour passer aux mains des

bannerets, des lieutenants, des châtelains vicedominaux, des capitaines locaux et des curiaux : les simples notaires ferment cette marche au pouvoir. Ces fonctions sont en quelque sorte l'apanage de la bourgeoisie cossue ou de la petite noblesse. Pendant de longues années on voit les de Granges, les de Prato, les Piamont, les Gailliardy, les Saladey, les Joyat et d'autres encore — pour ne citer que des familles disparues — se partager les dignités. Ces familles évitent tant qu'elles peuvent l'humble et ingrate syndicature, elles s'y font remplacer quand vient leur tour. A elles le conseil bourgeoisial et la direction des affaires ; les syndics sortis de la glèbe ou de l'artisanat en viennent à n'être plus que les humbles serviteurs du « vénérable conseil » et si leurs arrêts ont encore force de loi, c'est seulement après avoir passé par l'examen et la critique de l'autorité supérieure. Les jurés ont pris la direction des affaires au moins dès 1543 avec le titre de conseillers, et toute une série d'importantes limitations intercommunales de cette époque ont été faites par eux seuls. Les syndics paraissent bien encore dans les actes publics, mais leur subordination est nettement indiquée.

Les syndics du dix-huitième siècle.

Ces magistrats populaires ont incarné les aspirations de leur communauté dans les siècles de lutte et gouverné leur petite république avec sagesse ; suivons-les maintenant dans leur position d'auxiliaires. Admirables comme chefs, ils le seront aussi dans la position subalterne où le temps et la force des choses les ont réduits.

Il existait depuis un temps reculé, une série de documents connus sous le nom d'ordonnances des syndics, mais ces chartes classées sans ordre, formaient une volumineuse paperasse fort malaisée à consulter. Vers 1750, le « Vénérable Conseil » les fit classer à nouveau et réunir en un petit volume, fort élégamment calligraphié par un régent du temps. C'est le coutumier de Martigny. C'est ce recueil qui nous aidera à suivre les syndics dans le dernier siècle de leur existence.

Nous suivrons le texte en en conservant l'orthographe et la distribution, tout en citant quelques exemples d'application, pris dans les protocoles du conseil mixte.

Chapitre II. Des sindics et de leurs devoirs.

Election et présentation des sindics.

La sindicature ou charge de chacun des quatre quarts de la Bourgeoisie, sera remplie chaque année aux fêtes de Noël à l'accoutumée, pour être les élus présentés le premier jour de l'an au Conseil qui rejettera celui ou ceux qu'il ne croira pas capables de cette fonction, et les élus seront aussitôt assermentés par Monsieur le Lieutenant.

Suport des sindics.

Chaque bourgeois supportera cette charge à son tour dans son quart à proportion de ses facultés et moyens, et lorsque quelqu'un sera trop faible pour supporter la charge entière, on enjoindra deux ou plusieurs pour le dit support à la considération des hommes du quart, auxquels si le plus fort en moyens est personnellement capable d'exercer cette charge, il aura la préférence, et ainsi en suivant la faculté des hommes, et les autres seront taillés par le quart pour la quote ou support qu'ils devront lui payer.

La base de maxe n'est pas indiquée ici. Elle dût être assez variable. On trouve assez tard, l'indication suivante qui montre aussi la procédure suivie pour une élection.

Assemblée du 5 mars 1803, du quartier du Bourg, chez Bernard Antoine Cropt, vice-président. Il est délibéré que chacun supporterait pour sa rate-part de charge de syndication, vingt batz pour chaque mille florins. Voici maintenant pour l'élection des syndics et le partage des supports. [Même année, 23 octobre, chez le même. « Assemblée générale du quart de la ville, à l'effet de nommer les syndics qui doivent fonctionner pour un an à commencer depuis la Saint Martin prochaine, où il fut résulté à l'unanimité des suffrages de nommer et d'établir comme l'assemblée nomme et crée syndic, savoir: M. Joseph Morand syndic qui fonctionne comme nouveau Bourgeois, et ensuite : l'assemblée a égaré sur les suivants la charge de la syndication pour l'an suivant. Lesquels sont :

Michel Joseph Guex, soit l'hoirie de Jean Jos Cretton . . .	pour ff.	3542
Antoine Abbet	» »	3220
Jacques Jos. Germain Rouiller	» »	1964
Jean Joseph Ducreux (anc. de Croso)	» »	1350
Jean Baptiste Juillonard, l'oncle	» »	2620
Nicolas Pierroz	» »	1300
Joseph Echelley	» »	600

Florins 20.000

Parmis lesquels l'assemblée a reconnu comme le plus fort en maxe, joint à plus de capacité, Michel Jos. Guex, qui est en conséquence nommé syndic. » Il arrivait aussi que si un bourgeois avait une maxe qui dépassait vingt mille florins, il devait poursuivre sa syndication jusqu'à extinction de sa maxe. Le 3 novembre 1805 « il fut délibéré que le Baron Stockalper, ayant une maxe de plus de quarante mille florins, il lui incombe de fournir encore un syndic cette année. » Michel Jos. Guex avait fonctionné pour lui comme prosyndic, il se représentait comme tel, mais l'assemblée désigna pour cette fonction, trois autres homme de la ville.

L'usage voulait que tout nouveau bourgeois assumât la syndication pour l'année qui suivait sa réception, faute de quoi on lui offrait la place de garde-champêtre : l'une ou l'autre, choisissez ! Il préférerait la première. Citons au hasard : 1770, Jos. Fessler ; 1802, Jos. Tornard ; 1805, Félix Piota, etc.
Election de trois hommes en cas d'insuffisance du supportant.

Chacun sera considéré être du quart où il aura sa maison d'habitation ; si celui ou ceux qui doivent supporter les charges de syndics en sont incapables, trop faibles ou suspects, ou ne veulent pas l'exercer eux-mêmes, on fera l'élection de trois hommes du quart avec lesquels les suportants seront tenus convenir pour l'exercice de la dite charge. » Le cas de remplacement pour la syndicature, est bien plus fréquent qu'on ne le pense. Le motif le plus souvent invoqué est l'insuffisance des moyens. En 1810, Bruno Gay et Bernard Ant. Cropt furent remplacés ; le premier étant conseiller d'Etat ; le second, président du conseil et aussi pour avoir dressé gratuitement le nouveau cadastre de la ville.

Partage des supports sans préjudice.

Il sera permis à chaque quart comme du passé, de partager la cotte du suport qu'un insuffisant pourra devoir et de l'assigner à plusieurs syndics en plusieurs années, mais ne sera le dit suportant libre des manœuvres, sinon l'année qu'il payera la plus grosse part de la taille à lui imposée pour son dit tour de syndicature. Les Bourgeois qui ne demeurent pas dans l'endroit et qui n'y auront ni maisons et point ou plus d'un terrier pour leurs biens, feront leur contingent de manœuvres, syndicature et autres supports dans le quart accoutumé, si moins en argent payable chaque année à la Bourgeoisie, en proportion de leurs moyens à la manière usitée cy-devant ; les autres qui feront par leurs terriers manœuvres, supports de guerre et autres, conviendront pour leurs de syndicature et de garde avec les trois hommes du quart qui leur seront présentés. (Cf. art. 11). Les syndics, devant diriger les manœuvres, étaient exempts du service de leurs chars pendant la durée de leurs fonctions.

Chaque syndic sera tenu à son installation déclarer pour qui il fait la syndicature, qui sont leurs supports et quelle est leur taille, afin d'être enregistrés en évitation de toutes fraudes et difficultés.

Les syndics agiront en toutes choses de l'avis et conseil des Officiers et Jurés, qu'ils convoqueront pour cet effet, aux coups de la grande cloche à la manière cy-devant usitée, auxquels tant les officiers et jurés que les dits syndics seront tenus assister autant qu'ils pourront pour y pourvoir aux besoins de la Bourgeoisie, et en gardant les délibérations secrètes, sous peine d'être exclus du Conseil.

Les assemblées des derniers temps avaient lieu à l'hôpital, le dimanche après la messe matinière.

Chaque syndic assemblera son quart à l'accoutumé de l'avis du Conseil, lorsqu'il s'agira de l'élection d'un officier ou changement des syndics, de la réception d'un bourgeois, de la vente de quelque commun ou d'un procès notable au nom de la Bourgeoisie, et encore lorsque le Conseil l'ordonnera pour d'autres affaires importantes. Et pour l'élection d'un juré, on assemblera le quart qui doit remplacer le deffunt, pour lequel on fera à l'accoutumé l'élection de trois hommes capables pour être présentés au Seigneur justicier du temps, lequel choisira le plus capable. La même règle s'observera au cas

qu'un syndic vienne à mourir dans le cours de son année, avec l'un desquels l'hoirie conviendra pour finir la sindicature du deffunt. »

Dans ce dernier cas, il arrivait parfois que le continuateur choisi posait des conditions... tel Michel Guex qui, nommé pour terminer le tour du syndic Boson décédé en 1810, accepta moyennant que ses compagnons de sindicature lui payeraient l'un, deux écus neufs, l'autre un louis d'or ! Il arrivait que deux syndics faisaient à tour de rôle l'office pour la même personne, ou encore que quand un syndic avait à remplacer quatre ou cinq indigents ou infirmes, un autre syndic prenait une partie de son office. La prosyndicature pour cause d'indigence était gratuite et ordinairement attribué à un bourgeois bien coté. Le support à payer à un prosyndic pour une personne non indigente, était évalué d'après la maxe des biens et variait de 10 à 60 florins.

Les syndics auront encore soin qu'il ne soit introduit aucun changement dans la manière de recevoir un communier nouveau... (dans ce cas)... ils proposeront au peuple de chacun des quatre quarts, assemblés séparément, l'acceptation ou le rejet du candidat. (Après préavis du Conseil... naturellement).

Obligation de visiter les limites. Pour obvier aux difficultés, procès et grands frais que cause l'ignorance et la perte des limites de la communauté, chaque vieux syndic sera tenu régulièrement chaque année devant la foire de juin, montrer à son compagnon ou successeur rière son district, les limites qui séparent cette Bourgeoisie d'avec les voisines, moyennant 15 baches chacun que pour leurs frais, que pour leurs journées ; et au cas que le dit syndic vieux ne pourra les aller indiquer, sera le plus jeune juré du quart la faire moyennant son salaire ordinaire, et en feront leur relation au Conseil ; que s'ils le négligent, sera le nouveau syndic avec le plus vieux et le plus jeune juré qui sera en faute, chacun à l'amende de 40 baches envers la Bourgeoisie »

Tiendrons deux livres, l'un pour enrégistrer les manœuvres, et l'autre pour les publications qu'ils feront pour l'exercice de leur charge. »

Chaque syndic aura encore rière son quart : inspection et soin des pasquiers communs,... les châbles,... bois de coupe et bois à ban,... les ponts et délaisses communes (clôtures des biens), etc. Ils feront régulièrement chaque année la visite des barrières, celles des meunières et des torrents maréats (réseau secondaire pour l'arrosage des propriétés), celles des vions des vignes avant le ban des vendanges, les chemins, les brouilleurs (dévestitures des biens), enlèveront l'eau des meunières en cas de grandes gelées, la visite des ruraux avec les gardes. »

La visite des cheminées du Bourg et de la Ville se fera à cause des œdifices publics chaque année à l'accoutumée aux frais de la Bourgeoisie, par Messieurs les officiers, Jurés et syndics des dits quarts ; les charges-ayants des deux autres quarts, les feront rière eux à leurs frais, pour leur commune conservation. Ils publieront la visite deux fois : la première pour avertir

les gens de faire leur devoir, la seconde pour qu'ils sachent leurs défauts, les réparent et s'acquittent de l'amende. »

Feront de même quinze jours à l'avance publier le jour auquel on embanisera les vignes, afin que ceux qui ne les auront pas désherbées puissent le faire pendant cet intervalle et non après. »

Lorsque les eaux de la Dranse ou d'autres torrents viendront à grossir extraordinairement et menaceront de déborder, les syndics seront nuit et jour sur pieds, diligents à visiter les barres et attentifs à prendre toutes les voyes et mesures possibles pour prévenir les irrutions, se faisant accompagner, ou tenant dans les postes dangereux tous les hommes capables de servir au besoin, suivant le règlement cy-après, à peine d'encourir l'amende contre les défaillants sans cause légitime. » Un règlement annexe leur prescrit encore d'avoir à donner l'alarme à qui de droit en cas de nécessité. Ensuite : « Quand ils auront reconnu les endroits les plus dangereux, l'un d'eux avertira incontinent les charges-ayants et les gardes pour y envoyer les manouvriers. » Les syndics devaient être les derniers à quitter les barrières après avoir assuré le salut de tous les autres.

Au cas qu'il vienne à éclore quelque maladie contagieuse, parmis les gens ou le bétail, dans les lieux voisins, ils en donneront avis aux officiers, pour qu'ils coupent toute communication par l'établissement des gardes, etc. »

Enfin, outre l'obligation de rendre exacte obéissance aux Seigneurs supérieurs de l'endroit, d'exiger et de rendre fidel compte de la maxe des tailles des forains et des autres revenües et avoirs de la Bourgeoisie, d'être présents aux enchères ou encantes, et d'en prendre les mises et sûretés requises, de dresser et maintenir l'inventaire des meubles, de faire établir par le Conseil, gardes, bergers et autre qui doivent servir le public. »

Les syndics soigneront encore tout ce qui l'intéresse en général et en particulier pour le conserver dans toute son étendue, tous ses droits, pratiques et louables coutumes et n'y laisser introduire aucune nouveauté préjudiciable. Ils veilleront spécialement à la sûreté publique, que les arrêts soient observés, la subordination et le bon ordre maintenus, que chacun fasse ses digues ou barrières, ses manœuvres, supports et autres devoirs. Donneront eux-mêmes bon exemple aux autres en s'acquittant avec exactitude tant de tout ce qui leur est prescrit que de tout ce qui est de l'incombance de leurs charges, en temps de paix ou de guerre qu'on ne saurait tout déclarer en détail. »

Traitement. Ils auront le tiers de tous les bans de la partie d'yceux payables à la Bourgeoisie, et seront obligés de rendre compte des deux autres tiers, qu'ils les exigent ou non. »

Le coutumier ne fait pas mention d'un autre salaire pour les syndics, cela a dû venir plus tard. On trouve la note suivante : « Dans l'assemblée générale de la Commune tenue au Pré de foire, en septembre 1803, il a été résulté que d'ores en avant, le salaire annuel d'un syndic est fixé à 20 écus petits. »

En évitation de toute confusion, on répartira au commencement de chaque année, à chaque syndic, une commission ou inspection particulièrement pro-

portionnée à son talent, dont il aura un soin spécial, sans se décharger absolument des autres. »

Les honorables syndics avaient aussi quelques petites satisfactions honorifiques : par exemple, aux offices paroissiaux ils siégeaient au banc du Conseil et quand l'un d'eux venait à mourir, une sonnerie spéciale annonçait son enterrement.

Disons aussi, qu'un certain nombre d'entr'eux qui se sont signalés par leurs capacités administratives, ont été promus à la dignité de Juré, mais à notre connaissance, aucun ressortissant de la classe paysanne ou industrielle n'est allé plus loin dans la voie des honneurs et des charges communales.

A la fin du XVIII^e siècle, la syndicature manquait décidément d'amateurs, si bien que le Conseil chercha à doubler les années de syndicature. Lors de l'assemblée générale du 14 novembre 1790, les syndics de l'année écoulée se refusèrent à continuer leur syndicature l'année suivante, « attendu que leurs fonctions finissaient à ce jour. »

Dernières années. — La fin d'une antique magistrature.

Nous sommes aux sombres années qui virent l'ancienne organisation du pays sombrer dans les remous de la tourmente révolutionnaire. Le Valais, comme les autres cantons ses alliés, se débat dans les convulsions qui précèdent le nouvel état de choses, la guerre ensanglante une partie du canton et partout de nouvelles autorités sont instituées. Une démocratie nouvelle couche dans le tombeau les antiques usages des vieilles bourgeoisies si fières de leurs franchises. 1798 ! Martigny a un conseil municipal et l'antique syndicature déjà blessée à mort par l'arrivée des jurés au pouvoir supérieur de la commune, est désormais sinon tout à fait oubliée, du moins reléguée à l'arrière-plan. Les municipaux traiteront toutes les affaires, le sceptre est à jamais tombé des mains des syndics ; ils demeureront encore quelques années, mais comme serviteurs du conseil : j'allais dire les employés des services publics.

En 1799, les principaux postes municipaux sont entre les mains des « régisseurs » qui forment un conseil à part, dit le conseil de régie. Il y a un inspecteur des bâtiments et un boursier. Durant toute la période révolutionnaire et napoléonienne, on ne verra jamais fonctionner les syndics, si ce n'est comme les derniers employés de la commune. Ils sont encore élus et présentent leurs comptes chaque année, comme aux anciens jours, ils délivrent encore les primes pour la prise des bêtes sauvages, mais le plus grand nombre des compétences que le coutumier leur accordait, a passé aux mains des régisseurs.

La dernière syndicature inscrite dans le registre affecté à cette fonction est de 1811 et les deux derniers syndics élus, sont Jean Pont et Jean-Antoine Crompt. La syndicature a donc été supprimée de fait en 1812.

La constitution de la république du Valais du 30 août 1802, titre VII, art.

25, dit bien que : « Chaque commune a un conseil composé au plus de douze membres et des syndics de la commune, pour l'administration des biens communaux, etc. » et art. 27 § 2 : « Les communes qui ont plus de cent citoyens actifs, députent en outre au conseil de dixain un député par cent citoyens, et de ce nombre doit être un des syndics », mais à Martigny, pour autant que nous avons pu le constater, les syndics n'ont plus été admis à faire partie du conseil depuis 1799. Quant à la délégation d'un syndic au conseil du dixain, elle ne s'est à notre connaissance, faite qu'une fois, savoir le 27 avril 1806, dans la personne de Daniel Gaillard, syndic de Charrat. En 1803, on trouvait deux conseillers qui cumulaient la syndicature avec leur fonction.

Il est probable que la loi organique en modifiant profondément et brusquement le système gouvernemental ancré dans les habitudes depuis de longs siècles, aura quelque peu désorienté la population encore fortement imprégnée des anciens usages. A plusieurs reprises des réclamations s'élevèrent en faveur du rétablissement des syndics. Ils étaient du reste encore admis par les lois nouvelles. Ainsi celle du 4 septembre 1802 sur la formation des conseils et nomination des autorités de communes, par. VII, dit que les syndics sont nommés par l'assemblée générale, après le président et les conseillers. Cet article fut invoqué dans les circonstances suivantes :

Le 26 novembre 1818, eut lieu une séance extraordinaire de l'assemblée communale au sujet de l'élection des syndics par quartiers. Cette fonction avait donc un retour de faveur, mais ce ne fut pas pour longtemps. Le président Crompt fit observer que par suite de la nouvelle loi organique, les syndics ne peuvent avoir les mêmes prérogatives que les conseillers, et se refusa à autoriser les assemblées pour de pareilles nominations. Il opina, ainsi que Eugène Gay, de proposer aux assemblées d'installer provisoirement jusqu'aux prochaines élections du conseil, des syndics sur le même pied que ceux établis pour la montagne, sans cependant qu'ils aient voix délibérative au conseil, mais qu'ils seraient appelés à délibérer lorsqu'il s'agira de traiter les objets de communaux, soit des digues de la plaine en particulier, sauf que l'on consente à les nommer selon la loi organique. Les conseillers du Bourg, opinèrent que si les conseillers faisaient droit à la demande de leur quartier, ce serait un moyen de concilier les esprits. Ils firent observer que le plan proposé par le président du conseil, ne satisfaisait pas le vœu de leur quartier et disaient que la loi organique sur le mode de nomination aux charges, n'est impérative que pour le cas où il y aurait dissentiment, mais dans le cas où l'on consentirait tous unanimement d'un autre mode de nomination, les élections qui s'ensuivraient auraient leur force, puisque aucune plainte ne serait portée à l'autorité compétente ; ils ajoutaient que la loi organique n'était au reste pas observée dans tous ses points, puisque l'on avait fait les autres nominations par quarts et non en assemblée générale. Nous ne savons pas quelle suite a été donnée aux délibérations de cette assemblée, mais cette question continua d'occuper les esprits. L'année avait été désastreuse pour la commune, la terrible inondation du 16 juin avait causé bien

des ruines que le conseil s'appliquait à réparer du mieux qu'il pouvait. Dans une séance mémorable, il avait décidé de prendre comme modèle le plan de travail adopté par les syndics de 1595, lors d'une autre catastrophe du même genre (ce qui était tout à l'honneur des vieux syndics). Malgré toute sa diligence et un travail acharné, il n'arrivait pas à réaliser le plan adopté, ou du moins celui-ci n'était-il appliqué qu'en partie. Il prit alors la résolution de se donner une aide, et le 11 juillet 1819, il fit insérer au protocole la décision suivante : « Le conseil étant surchargé de travail par suite des réparations aux digues de la Dranse détruites par la débâcle, et ne voulant plus lutter contre l'opinion de quelques quartiers, de la commune qui sollicitent le rétablissement des syndics, ces motifs ont porté le conseil à demander les syndics pour les seconder. Ces fonctionnaires seront élus pour deux ans, leurs vacations seront payées au même taux et sur le même pied que celles des conseillers, mais ils n'auront pas comme auparavant la recette des argents de la commune qui restera au receveur. Chaque quartier nommera deux syndics. Le conseil a présenté ses candidats » L'opinion publique était satisfaite et les nouveaux syndics purent comme leurs devanciers du XVI^e siècle travailler à la réparation des méfaits de la terrible rivière. Leur nouvelle vie fut cependant bien courte, car, quelques années plus tard la fonction tombait pour ne plus se relever.

C'étaient les dernières lueurs d'un lointain passé qui s'éteignaient à l'aurore des temps nouveaux.

Ph. Farquet.